



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

PREFECTURE

Annecy, le 15 juin 2010

DIRECTION DU CONTRÔLE, DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES ET
DES AFFAIRES EUROPÉENNES

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

à

Bureau des Contrôles de Légalité et Budgétaire

Affaire suivie par : Mme SZEMRO
Ref : DS
Tel : 04.50.33.64.78
Fax du service : 04.50.33.64.75
Mel : collectivites-locales@haute-savoie.pref.gouv.fr

M. le Président du Conseil Général de la Haute-Savoie
Mmes et MM. les Maires du Département
Mmes et MM. les Présidents des Etablissements publics de
coopération intercommunale
M. le Président du Centre de gestion de la Fonction
Publique Territoriale de la Haute-Savoie
M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et
de Secours de la Haute-Savoie

En communication à :
MM. les Sous-Préfets d'arrondissement

CIRCULAIRE N°2010-36

Cette circulaire peut être consultée sur le site Internet :
www.haute-savoie.pref.gouv.fr
à la rubrique "collectivités locales et affaires européennes" puis
"circulaires préfectorales"

Objet : Régime d'imposition des indemnités des titulaires de mandats locaux nouvellement élus ou réélus au cours de l'année 2010.

Réf. : Circulaire préfectorale n° 2008-16 du 7 mars 2008.

P.J. : Note d'information du Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

En application du paragraphe I de l'article 204-0 bis du code général des impôts, les indemnités de fonction des élus locaux sont soumises de plein droit à une retenue à la source libératoire de l'impôt sur le revenu. Ce dispositif constitue le régime d'imposition de droit commun de ces indemnités.

Les intéressés peuvent toutefois y renoncer et opter pour l'imposition de leurs indemnités à l'impôt sur le revenu selon les règles applicables aux traitements et salaires, conformément au paragraphe III du même article. L'option dite « ex ante » doit, aux termes de ces dispositions, être exercée avant le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle l'impôt sur le revenu est établi.

La note d'information ci-jointe, qui a été émise par le Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi (Direction de la législation fiscale), expose les conditions dans lesquelles les titulaires de mandats locaux, **qui ont été nouvellement élus ou réélus lors des élections régionales des 14 et 21 mars 2010**, peuvent mettre en œuvre cette option cette année **pour les indemnités perçues en 2010** ou, le cas échéant, renoncer à l'option déjà effectuée à raison de mandats locaux antérieurement détenus.

J'appelle tout particulièrement votre attention sur le fait que ce choix doit être effectué **au plus tard le 30 juin 2010**.

À toutes fins utiles, je signale que les modalités concrètes d'imposition des indemnités de fonction des élus locaux ont été rappelées par la circulaire préfectorale n°2008-16 du 7 mars 2008.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
signé
Jean-François RAFFY

**IMPOSITION DES INDEMNITES DE FONCTION
PERCUES PAR LES ELUS LOCAUX
(code général des impôts, III de l'article 204-0 bis)**

**NOTE D'INFORMATION RELATIVE
AUX TITULAIRES DE MANDATS LOCAUX
NOUVELLEMENT ELUS OU REELUS AU COURS DE L'ANNEE 2010**

En application de l'article 204-0 bis du code général des impôts, les indemnités de fonction perçues par les élus locaux sont soumises de plein droit à une retenue à la source libératoire de l'impôt sur le revenu. Toutefois, le III de cet article permet aux élus locaux de renoncer à la retenue à la source et d'opter pour l'imposition de leurs indemnités de fonction à l'impôt sur le revenu suivant les règles applicables aux traitements et salaires, selon deux modalités différentes.

Les conditions d'exercice de ces deux modes d'option, option *ex ante* (exercée avant le 1^{er} janvier de l'année d'imposition, reconductible chaque année sauf dénonciation expresse) et option *ex post* (exercée au moment de la souscription de la déclaration d'ensemble des revenus, valable pour la seule année concernée), ont été précisées par une note d'information du 10 janvier 1994, diffusée le 25 janvier 1994. Elles sont reprises dans une circulaire de synthèse du 31 janvier 2008¹.

La présente note indique les modalités selon lesquelles les titulaires de mandats locaux nouvellement élus ou réélus lors des élections régionales des 14 et 21 mars 2010 pourront opter pour l'imposition à l'impôt sur le revenu, selon les règles des traitements et salaires, des indemnités de fonction perçues en 2010 ou, le cas échéant, renoncer à l'option déjà exercée à raison de mandats locaux antérieurement détenus.

I. LE NOUVEL ELU NE DETIENT PAS D'AUTRE MANDAT LOCAL

Si l'élu local souhaite exercer l'option *ex ante* pour l'impôt sur le revenu, la retenue à la source sur les indemnités ne sera pas effectuée. Il doit donc en informer l'ordonnateur dont il relève au plus tard le 30 juin 2010, par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans l'hypothèse où la retenue a déjà été pratiquée au titre d'indemnités versées au plus tard le 30 juin 2010, celle-ci fera l'objet d'un remboursement.

¹ Circulaire DGCP / DGI n° NOR/BCF/R/08/02469C du 31 janvier 2008 (« Rappel du régime d'imposition à l'impôt sur le revenu des indemnités de fonction des élus locaux »), reprise dans une instruction publiée le 4 avril 2008 au *Bulletin officiel des impôts* (BOI) sous la référence 5 F-9-08.

II. LE NOUVEL ELU EST DEJA TITULAIRE D'UN OU PLUSIEURS AUTRES MANDATS LOCAUX

1. Si l'élu local a déjà renoncé à la retenue à la source pour les indemnités perçues à compter du 1^{er} janvier 2010, deux situations peuvent se présenter :

- a. l'élu souhaite maintenir cette option : il en informe, dans les conditions indiquées au 1, l'ordonnateur de la collectivité dont il est le nouvel élu ;
- b. l'élu souhaite au contraire modifier son choix et opter pour la retenue à la source sur l'ensemble de ses indemnités : il doit informer tous les ordonnateurs qui mandateront à son profit des indemnités, par lettres recommandées avec accusés de réception, au plus tard le 30 juin 2010.

L'ordonnateur unique que l'élu aura choisi pour effectuer la retenue à la source (cf. circulaire interministérielle du 14 mai 1993, § II C²) prélève la retenue due sur la période antérieure sur chacun des mois de juillet à décembre.

Ainsi, si la retenue est prélevée pour la première fois à la fin du mois de juillet 2010, les retenues dues au titre des indemnités payées de janvier à juin sont calculées à la fin du mois de juillet mais prélevées respectivement avec celles des mois de juillet (indemnités perçues en janvier et février), août (indemnités perçues en mars et avril) et septembre (indemnités perçues en mai et juin).

2. Si les indemnités payées depuis le 1er janvier 2010 ont été soumises à la retenue à la source, deux situations peuvent également se présenter :

- a. l'élu souhaite conserver le régime de la retenue à la source : il en informe l'ordonnateur choisi³ pour prélever la retenue sur l'ensemble de ses indemnités, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard le 30 juin 2010 ;
- b. l'élu souhaite, à l'occasion de son nouveau mandat, modifier son choix et donc renoncer à la retenue à la source pour l'ensemble de ses indemnités : il en informe tous les ordonnateurs concernés dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent. La retenue à la source déjà acquittée au titre des indemnités afférentes aux autres mandats locaux fera alors l'objet d'un remboursement.

² Ou circulaire du 31 janvier 2008 précitée, a du § 1.1.2.1.

³ L'élu peut, à cette occasion, choisir un autre ordonnateur chargé de prélever la retenue à la source. Il doit alors informer l'ensemble des ordonnateurs de ce changement.